



Assemblée générale

Soixante-troisième session

Documents officiels

Distr. générale
4 décembre 2008
Français
Original : anglais

Sixième Commission

Compte rendu analytique de la 10^e séance

Tenue au Siège, à New York, le lundi 20 octobre 2008, à 15 heures

Présidente : M^{me} Rodriguez-Pineda (Vice-Présidente) (Guatemala)

Sommaire

Point 74 de l'ordre du jour : Rapport de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international sur les travaux de sa quarante et unième session
(*suite*)

Le présent compte rendu est sujet à rectifications. Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées, *dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication*, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-750, 2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un fascicule distinct pour chaque commission.

08-56038 (F)



La séance est ouverte à 15 h 5.

Point 74 de l'ordre du jour : Rapport de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international sur les travaux de sa quarante et unième session (suite)
(A/62/17 et A/63/17)

1. **M. Lamine** (Algérie), se félicitant de l'adoption par la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (CNUDCI) du projet de convention sur le contrat de transport international de marchandises effectué entièrement ou partiellement par mer (A/63/17, annexe I), dit que cet instrument permettra de renforcer la sécurité juridique, de rendre le transport international de marchandises plus efficace et d'offrir aux marchés isolés de nouvelles possibilités de participer au commerce international.

2. La délégation algérienne souscrit aux propositions tendant à mettre à jour la loi type sur la passation des marchés publics de biens, de travaux et de services ainsi que le guide pour l'incorporation dans le droit interne de cette loi type de manière à tenir compte des nouvelles pratiques, notamment celles qui découlent de l'utilisation de moyens de communication électroniques pour les achats et de l'expérience acquise en faisant de la loi type un instrument fondamental de la réforme du régime juridique applicable aux marchés publics. S'agissant de la révision du Règlement d'arbitrage de la CNUDCI, la délégation algérienne convient avec la Commission qu'il importe d'adopter une approche générique tendant à recenser les dénominateurs communs à tous les types d'arbitrage et ce, quel que soit l'objet du litige. Il faudrait aussi que le Groupe de travail II (arbitrage et conciliation) s'emploie, à ses sessions futures, à déterminer dans quelle mesure la version révisée du Règlement d'arbitrage de la CNUDCI devrait comporter des dispositions plus détaillées concernant le règlement des litiges entre investisseurs et États ou l'arbitrage institutionnel. La délégation algérienne n'a pas de position arrêtée quant à la forme que pourrait revêtir un tel instrument.

3. M. Lamine relève enfin les progrès accomplis par le Groupe de travail V (Droit de l'insolvabilité) en ce qui concerne la compilation de données d'expérience pratique dans le domaine de la négociation et de l'utilisation des accords d'insolvabilité internationale, en particulier à la suite des nouvelles consultations qui

ont lieu avec des magistrats et des spécialistes de l'insolvabilité.

4. **M^{me} Miller** (États-Unis d'Amérique) dit qu'en 2008, la CNUDCI et ses groupes de travail ont de nouveau constaté qu'en dépit des accords internationaux conclus pour libéraliser le commerce, l'absence de modernisation du droit commercial avait réduit l'efficacité et la portée de ces efforts. La Commission continue par ses travaux à aider à remédier à cet état de choses et montre qu'il est possible d'obtenir des résultats concrets au sein du système des Nations Unies.

5. L'achèvement du projet de convention sur le contrat de transport international de marchandises effectué entièrement ou partiellement par mer est un élément extrêmement positif. Aux États-Unis, la mise à jour et la modernisation de lois remontant à de nombreuses années, comme la loi de 1936 sur le transport de marchandises effectué par mer, est d'autant plus nécessaire que ces lois continuent de réglementer une industrie qui a considérablement évolué depuis lors.

6. Avant les négociations sur le projet de convention, les entreprises américaines de transports maritimes et terrestres sont convenues, plutôt que d'œuvrer pour que soit élaborée une nouvelle législation en la matière, d'appuyer la participation du Gouvernement des États-Unis aux négociations devant s'ouvrir à la CNUDCI, à la condition que celles-ci puissent aboutir dans des délais raisonnables et soient compatibles avec les principaux objectifs visés, à savoir remplacer le champ d'application du transport de port à port par un champ d'application modifié, celui du transport de porte à porte, qui souvent couvre aussi bien le transport terrestre que maritime; inclure une règle en deux parties sur les clauses relatives à la compétence et à l'élection de for; et prévoir une disposition autorisant les parties à certains types de contrats de transport comportant divers types de mesures de sauvegarde à déroger aux règles du projet de convention. Le projet de convention approuvé par la CNUDCI satisfait à toutes ces conditions. Il marque un progrès majeur par rapport à la situation actuelle et la délégation des États-Unis espère qu'il jouira de l'appui général.

7. **M^{me} Gladstone** (Royaume-Uni) dit que, d'une manière générale, son gouvernement est favorable au projet de convention et s'efforce, de concert avec les

principales entreprises maritimes et sociétés de services financiers concernés, de dégager un consensus favorable à sa ratification. En outre, la délégation britannique soutient activement les efforts que le Groupe de travail I (Passation de marchés) consacre à l'examen des propositions de révision de la loi type, plus particulièrement celles qui ont trait aux procédures relatives aux accords-cadres ainsi qu'aux procédures et voies de recours. Le Gouvernement britannique a aussi participé aux travaux du Groupe de travail II et à la révision du Règlement d'arbitrage de la CNUDCI; il faudrait que le Groupe de travail continue de ne mettre l'accent que sur les éléments du règlement qui, au vu de l'expérience passée, auraient besoin d'être actualisés. Il importe également que les travaux soient menés avec diligence de sorte qu'ils puissent être achevés suffisamment tôt pour la réunion de 2009 de la Commission.

8. Le Royaume-Uni continue de jouer un rôle actif au sein du Groupe de travail VI (Sûretés), qui a commencé à se pencher sur le texte d'une annexe au projet de guide législatif sur les opérations garanties qui couvrirait les questions liées à la propriété intellectuelle. Le Groupe devrait veiller à ce que la réalisation du principal objectif visé, à savoir faciliter le crédit garanti, ne se fasse pas au détriment des objectifs essentiels des lois sur la propriété intellectuelle, à savoir empêcher toute utilisation non autorisée de la propriété intellectuelle et protéger la valeur de celle-ci afin de développer la créativité et d'encourager l'innovation. En outre, le Royaume-Uni prête un soutien actif aux travaux actuellement consacrés à la loi sur l'insolvabilité ainsi qu'à l'examen du traitement réservé aux entreprises insolubles. La délégation britannique sera heureuse de continuer de prendre part à ces efforts afin de définir les principes directeurs et les pratiques optimales à suivre au plan international.

9. **M. Tsantzos** (Grèce) appuie par principe l'objectif du nouveau projet de convention, qui constitue un moyen d'harmoniser et d'uniformiser les dispositions du droit commercial international relatives au transport de marchandises. L'absence d'uniformité, due à la prolifération des conventions et à la diversité des lois en vigueur dans les divers pays, contribue inévitablement à aggraver le climat d'incertitude sur les plans commercial et juridique. C'est là un facteur d'une importance capitale pour toutes les parties qui interviennent dans le transport international de marchandises. Pour pouvoir disposer d'un cadre

juridique stable à même de concilier les droits et les obligations de toutes les parties concernées et de répartir équitablement les risques entre elles, il faut élaborer une nouvelle convention qui soit largement acceptée. La Grèce, qui a l'une des flottes les plus importantes du monde, se prononcera le moment venu sur la ratification du projet de convention, en tenant compte de tous ses aspects essentiels et de la nécessité de disposer d'un ensemble actualisé de règles commerciales applicables au transport international de marchandises effectué par mer.

10. **M. Kendrick** (Canada) applaudit l'œuvre accomplie par la Commission et prend note avec satisfaction des progrès accomplis en ce qui concerne les accords-cadres et les conflits d'intérêts dans le contexte de la révision de la loi type sur la passation de marchés de biens, de travaux et de services. Il y a lieu de se féliciter aussi des progrès accomplis lors de la première session du Groupe de travail sur les sûretés en ce qui concerne les sûretés sur des droits de propriété intellectuelle. Ces droits constituent pour de nombreuses entreprises une importante source potentielle de financement, et les travaux de la CNUDCI devraient donc être très utiles aux milieux d'affaires internationaux. M. Kendrick appuie également la décision qu'a prise la Commission d'entreprendre des travaux sur la transparence dans le règlement des litiges entre investisseurs et États, eu égard en particulier au fait que la grande majorité des États ont exprimé leur appui à cette initiative lors de la session de la Commission et que la question revêt une grande importance pour tous les pays.

11. Évoquant les règles et méthodes de travail de la Commission, M. Kendrick appelle l'attention de la Commission sur l'utilité des documents que le Secrétariat a établis en vue d'informer les participants, tant ceux qui représentent des États que les autres. Le Canada appuie fermement la décision qu'a prise la Commission d'établir un document de référence à l'intention des présidents de la session, des membres des délégations, des observateurs et du Secrétariat lui-même. Lors de ses consultations avec les experts, le Secrétariat devra essayer d'accroître le nombre de projets de textes et autres documents préparatoires, disponibles dans des langues autres que l'anglais. S'agissant des travaux futurs, la délégation canadienne accueillerait avec satisfaction l'élaboration d'un guide de la Convention de New York, qui faciliterait l'interprétation et l'application uniforme de cet instrument et permettrait ainsi de dissiper les

incertitudes et de réduire le risque de voir la pratique des États s'écarter de l'esprit de la Convention.

12. **M^{me} Kamal** (Malaisie) dit qu'en tant qu'État membre de la CNUDCI, son pays est soucieux de contribuer au développement du droit commercial international, notamment en encourageant une application uniforme des lois pertinentes. Au nombre des principaux points à relever dans le rapport de la CNUDCI sur les travaux de sa quarante et unième session (A/63/17), il y a lieu de mentionner les rapports d'activité des différents groupes de travail, les questions sur lesquelles la Commission pourrait travailler à l'avenir et les conférences devant marquer le cinquantième anniversaire de la Convention pour la reconnaissance et l'exécution des sentences arbitrales étrangères (la Convention de New York), l'accent étant mis sur la nécessité de continuer à suivre l'application de cet instrument. La Malaisie est pleinement résolue à s'acquitter des obligations qui lui incombent en vertu de cette convention à laquelle elle a adhéré en 1985. Elle est aussi un membre actif du Groupe de travail II (Arbitrage et conciliation). À ce propos, elle estime qu'il serait préférable, si l'on veut pouvoir achever dans les délais voulus la révision du Règlement d'arbitrage de la CNUDCI, de ne pas inclure de dispositions spécifiques relatives à l'arbitrage conventionnel. De même, il faudrait éviter que cette révision ne soit retardée par de futurs travaux sur le règlement des litiges entre investisseurs et États.

13. La Malaisie participe activement aussi aux travaux du Groupe de travail VI (Sûretés), dans le cadre duquel elle suit de très près l'évolution de la situation depuis l'adoption du projet de guide législatif sur les opérations garanties. Elle a également pris part aux débats que le Groupe de travail a consacrés aux sûretés réelles mobilières grevant la propriété intellectuelle, qu'elle a mis à profit pour parfaire la connaissance qu'elle a de ce domaine particulier du droit.

14. **M. Maqungo** (Afrique du Sud) dit que le commerce international s'est considérablement développé dans son pays au début des années 90 après la disparition du régime d'apartheid et la normalisation des échanges commerciaux qui s'en est suivie. Aussi l'Afrique du Sud a-t-elle pu mesurer de première main l'importance du commerce international pour le développement socioéconomique, la création d'emplois et la réduction de la pauvreté. Le transport de marchandises est un aspect indissociable de ce commerce et, à cet égard, la délégation sud-africaine

compte que l'adoption du projet de convention sur le contrat de transport international de marchandises effectué entièrement ou partiellement par mer à la négociation duquel elle a été associée contribuera à une harmonisation de la législation pertinente et favorisera la sécurité juridique. En outre, il est indispensable d'appliquer dans le domaine du commerce international des normes modernes de droit privé qui puissent non seulement être acceptées par tous les États unis mais aussi promouvoir la coopération afin de renforcer la primauté du droit dans le domaine des relations commerciales. La délégation sud-africaine appuie les activités que mène la CNUDCI pour renforcer les capacités des pays en développement en dispensant une formation et en diffusant ses lois types et la jurisprudence connexe. L'Afrique du Sud, qui a elle-même tiré parti de ces lois types est aussi partie à la Convention de New York. En outre, elle appuie la révision en cours du Règlement d'arbitrage de la CNUDCI ainsi que l'élaboration de règles de transparence qui s'appliquent universellement sur la base des traités conclus par l'État investisseur.

15. Les progrès accomplis par le Groupe de travail VI (Sûretés) sur la question des droits de propriété intellectuelle sont encourageants, compte tenu en particulier de l'importance que revêt le problème de l'accès au crédit pour les pays en développement; il faut en effet que ces pays puissent utiliser des biens corporels et incorporels comme garanties pour l'obtention de prêts. Pour cela, il faudrait s'attacher aussi rapidement que possible à fournir aux États des orientations complètes sur les modifications à entreprendre pour éviter des incompatibilités entre le droit des opérations garanties et celui de la propriété intellectuelle. La délégation sud-africaine demande instamment aux États qui ne l'ont pas encore fait de signer et ratifier les conventions rédigées par la CNUDCI ou d'y adhérer et de s'inspirer de ses lois types pour l'élaboration de leur législation nationale. Elle appuie également l'idée tendant à ce que la Commission se penche sur des questions nouvelles comme la fraude commerciale, notamment en vue de formuler des recommandations visant à prévenir ce type d'infraction.

16. **M. Shah** (Pakistan) félicite la CNUDCI d'avoir achevé le projet de convention sur le contrat de transport international de marchandises effectué entièrement ou partiellement par mer. La délégation pakistanaise espère que ce texte non seulement permettra de réduire les coûts du commerce

international mais rendra aussi moins nécessaire la conclusion d'accords bilatéraux sur la question.

17. Après avoir rendu hommage aux efforts qu'a déployés la Commission pour faciliter la mise en œuvre de la Convention pour la reconnaissance et l'exécution des sentences arbitrales étrangères, l'orateur exprime l'espoir que tous les travaux de révision du Règlement d'arbitrage de la CNUDCI seront guidés par la volonté d'aboutir à un consensus. Pour garantir le développement, l'unification et l'harmonisation méthodiques du droit commercial international, il est indispensable de lever tous les obstacles artificiels et les contraintes d'ordre juridique auxquels se heurtent les pays en développement et de promouvoir les activités visant à renforcer les capacités de ces États.

18. **M. Appreku** (Ghana) exprime son appui à l'appel qui a été lancé en vue de mobiliser les ressources dont la CNUDCI a besoin pour s'acquitter efficacement de son mandat et il remercie la Commission d'avoir participé à un séminaire sur le renforcement des capacités organisé à Accra en juin 2008 à l'intention de juristes des États membres de la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et de fonctionnaires du secrétariat de l'Institut monétaire de l'Afrique de l'Ouest. L'Institut monétaire de l'Afrique de l'Ouest a maintenant besoin d'une assistance technique supplémentaire d'organismes comme la CNUDCI afin de poursuivre les efforts qu'elle mène à l'échelle sous-régionale en vue d'harmoniser les lois commerciales en vigueur dans la région de la CEDEAO. La CNUDCI pourrait également faire office de facilitateur impartial pour remédier aux disparités qui existent entre le régime applicable en matière de droit commercial dans les États membres de l'Organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires (OHADA) et dans les pays de la CEDEAO qui ne sont pas membres de l'OHADA.

19. La recommandation relative à l'interprétation du paragraphe 2 de l'article II de la Convention de New York qui a été adoptée élargit la portée de l'expression « accord » par écrit dans la mesure où elle stipule que la liste des types d'accords visés par l'article susmentionné n'est pas exhaustive. La recommandation adoptée en ce qui concerne le paragraphe 1 de l'article VII est elle aussi acceptable car elle renforce le droit qu'ont les parties concernées de demander que la validité d'un accord d'arbitrage conclu en vertu du droit d'un pays donné ou des traités

auxquels celui-ci est partie soit reconnue dans les cas où elles s'en sont remises audit accord.

20. Enfin, la délégation ghanéenne espère pouvoir participer activement à l'examen des différents projets d'instruments juridiques, et notamment à l'examen des dispositions du projet de convention sur le contrat de transport international de marchandises effectué entièrement ou partiellement par mer qui ont trait au transport en transit de marchandises d'États sans littoral à travers le territoire d'États côtiers.

21. **M^{me} Noland** (Pays-Bas) dit que son pays est résolu à continuer de participer activement aux travaux de la CNUDCI, auxquels il attache une haute importance. Aussi considère-t-il l'achèvement du projet de convention devant être soumis à l'Assemblée générale comme un résultat non négligeable. Il espère que ce texte sera adopté à la session en cours, auquel cas il aura l'honneur d'accueillir à Rotterdam, du 21 au 23 septembre 2009, une manifestation officielle, et notamment une cérémonie de signature, destinée à célébrer cet événement.

22. **M. Erwin** (Indonésie) se félicite de l'achèvement et de l'adoption du projet de convention, instrument important à l'élaboration duquel de gros efforts ont été consacrés et qu'il espère voir adopté par l'Assemblée générale. Vu que le nombre de membres de la CNUDCI et de points à inscrire à son ordre du jour ne cesse d'augmenter, les méthodes de travail de la Commission, notamment en ce qui concerne la participation d'entités non étatiques à ses travaux et la prise de décisions, suscitent des préoccupations. Aussi la note qui décrit les pratiques actuellement suivies (A/CN.9/653) est-elle très appréciée. La délégation indonésienne est de celles qui privilégient la prise de décisions par consensus et souhaiteraient obtenir des éclaircissements sur la façon dont on opère dans la pratique pour aboutir à de tels accords. Elle souscrit également à l'avis selon lequel l'approche à suivre en ce qui concerne le rôle des observateurs doit continuer d'être inspirée des principes de souplesse et d'inclusion. Néanmoins, seuls les membres de la CNUDCI devraient avoir le droit de vote. Le secrétariat de la Commission devrait quant à lui être restructuré sous forme de division de manière à pouvoir continuer de s'acquitter efficacement de ses fonctions en dépit d'une charge de travail de plus en plus lourde.

La séance est levée à 15 h 55.